

MARCUS NOLAND

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

Merci beaucoup. Je voudrais, comme tous mes prédécesseurs, remercier Thierry et toute l'équipe de la WPC pour le fantastique programme qu'ils ont mis sur pied. J'ai récemment subi une chirurgie qui m'empêche de voyager mais j'espère pouvoir être des vôtres en personne à l'avenir.

La situation aux États-Unis est inquiétante. Nous avons mis sur pied une réponse médiocre à la pandémie, le déroulement du retrait d'Afghanistan a beaucoup laissé à désirer et nous avons un Congrès divisé avec une courte majorité qui se livre à des acrobaties budgétaires. Nous sommes également confrontés à un problème fondamental de crédibilité lié au fait que les Démocrates vont probablement perdre une voire les deux chambres du Congrès l'an prochain, créant une paralysie. Puis pour 2024 nous sommes confrontés à la possibilité d'un retour de Donald Trump et d'un bouleversement politique total.

Le président Biden a une personnalité publique radicalement différente de celle de l'ancien président Trump et sa trajectoire de politique intérieure est très différente. Cependant, il y a eu plus de continuité dans la politique étrangère qu'on était en droit d'attendre. Cela reflète en partie une tendance au sein du système politique américain qui consiste à dévaluer les efforts de soutien aux institutions et coopérations internationales et à prioriser les questions de politique intérieure. Même si les États-Unis sont polarisés politiquement, les attitudes américaines envers la Chine se sont durcies dans tout le spectre politique, que ce soit au niveau des masses ou au niveau des élites. Ce consensus semble pouvoir être largement attribué à l'idée que le gouvernement chinois est impliqué dans une attitude de plus en plus oppressive intérieurement et de plus en plus agressive extérieurement. Ce changement n'est pas unique aux États-Unis, et des sondages effectués par Pew Research indique que les visions négatives de la Chine sont répandues, y compris en Asie.

En termes de politique américaine, par exemple concernant Taïwan, l'administration Biden a mené des rencontres de haut niveau avec des responsables taiwanais et a commencé les négociations pour un accord-cadre sur les investissements commerciaux.

En ce qui concerne la Chine, elle a conservé les tarifs et contrôles à l'exportation mis en place sous l'administration Trump. Cet accord cherche à résoudre le problème des sous-traitants industriels chinois et des entreprises d'État. L'administration Biden a critiqué la Chine sur son refus de coopérer à une enquête indépendante rigoureuse sur les origines du Covid-19 et a réaffirmé la qualification de génocide par l'administration Trump de la situation dans le Xinjiang. Tout comme l'administration Trump, elle a sermonné la Chine sur sa violation de la règle « un pays deux systèmes » à Hong Kong.

Avec le retour du Quad et l'accord récent des sous-marins AUKUS, les États-Unis tentent de trouver une alliance militaire pour atteindre l'équilibre avec la Chine dans la région indopacifique. Le problème de cette stratégie est que la Chine est le partenaire commercial principal de la plupart des pays de la région et que les États-Unis n'ont pas de composant économique robuste pour les accompagner. Le résultat est que les pays qui ressentent cette attraction centrifuge de la Chine se retrouvent dans la position difficile de devoir choisir entre des intérêts politiques et militaires et leur carnet de chèques. Dans le cas de l'Australie, ce sont les actions dures menées par la Chine dans la sphère économique qui ont contribué au durcissement significatif de l'attitude publique australienne envers la Chine. On retrouve des histoires similaires de pression économique chinoise suivie par un changement d'attitude publique pour le Japon et la Corée.

Dans ce contexte, l'annonce par la Chine de sa volonté de rejoindre le CPTPP a surpris les États-Unis. Pour des raisons de politique intérieure, l'administration Biden aura du mal à contrer ce coup. Historiquement, les Républicains aux États-Unis sont pour le libre-échange alors que les Démocrates se méfient de la mondialisation. La prise de contrôle du Parti républicain par Trump a inversé la donne. Maintenant, les Républicains se méfient des échanges internationaux alors que nombre des électeurs démocrates sont en faveur du libre-échange. Cependant, Biden et le parti Démocrate sont redevables aux syndicats, qui sont traditionnellement protectionnistes, donc aujourd'hui au Congrès une coalition des Républicains et des soi-disant progressistes du Parti Démocrate peut bloquer des initiatives pro-échanges comme l'accession des États-Unis au CPTPP. Si la candidature de la Chine pour rejoindre le CPTPP avance, et je pense qu'à un moment cela finira par arriver, cela pourrait créer une crise pour l'OMC. L'épicentre de l'action des politiques commerciales sera passée au CPTPP sans que les États-Unis ou l'Europe n'aient été impliqués.

Un domaine de politique extérieure où l'administration Biden est très différente de celle qui l'a précédée est le changement climatique et là, la Chine et le reste de l'Asie sont au cœur du sujet. On prévoit que Chine et l'Inde à elles seules soient responsables de la moitié de l'augmentation de la demande en énergie d'ici 2040. En termes d'émissions de CO₂ issues d'usines à charbon en cours, la Chine représente 54 %, l'Inde 11 %, l'Indonésie 7 %. Ces trois pays asiatiques représentent à eux seuls 71 % des prévisions d'augmentation d'émissions de CO₂ issues d'usines à charbon, donc toute solution au réchauffement climatique doit inclure la Chine.

La question en suspens est de savoir si les États-Unis et la Chine peuvent coopérer sur certains problèmes comme le changement climatique tout en continuant de travailler sur d'autres problèmes plus épineux, comme la Corée du Nord où leurs intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes, tout en étant en désaccord sur d'autres questions, y compris des questions de politiques intérieures sensibles comme le génocide dans le Xinjiang. L'administration Biden veut poursuivre ce genre d'approche multifacettes, mais on a très peu d'indices sur le succès ou non d'une telle approche.

Thomas Gomart

Merci beaucoup Marcus de nous avoir rappelé l'importance des facteurs nationaux au sein du système américain, ainsi que la continuité de sa politique étrangère concernant l'Asie et la Chine en particulier.

